

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1978)
Heft: 460

Artikel: Cent sociétés pour nourrir la moitié du globe
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027218>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

vestissement), le Programme des Banquiers peut le financer"). En 1970, six banques, en 1975 cinquante membres, dont vingt banques commerciales des pays industrialisés et trente banques de pays en voie de développement; en première ligne, la Bank of America, la First National City Bank, la Barclay's Bank, la Mitsui Bank.

Au fil des années, ICP se renforce à tel point qu'on se demande finalement qui est au service de qui, ICP au service des objectifs de développement de la FAO, ou cette dernière, gigantesque bureau d'études (réseau d'experts professionnels — plus de deux mille — dans les pays sous-industrialisés, huit cent personnes au siège de Rome) et "carte de visite" respec-

Occasion unique pour ICP, de faire valoir sa force et son organisation: la Conférence mondiale de l'alimentation, qui se tient à Rome en 1974. Et on constate en effet que la délégation d'ICP, avec non moins de 69 membres est la plus nombreuse... Tous ses membres (et même des firmes non-membres, soutient l'UITA) ont statut de délégués officiels, au même titre que les représentants des gouvernements et d'autres agences intergouvernementales. Officiellement accrédités dans tous les comités de la conférence, ils ont une influence primordiale sur les travaux engagés et sur plusieurs résolutions finales... Huit ans seulement après la création d'ICP!

table à disposition des grandes firmes de l'agro-industrie et des banques. Comme le déclarait le secrétaire exécutif adjoint d'ICP, au sujet des facilités offertes par la FAO: "La plupart des membres d'ICP font un usage considérable de ces ressources; non seulement ils demandent de la documentation à la FAO, mais plusieurs fois par an ils envoient leurs meilleurs experts à Rome pour s'entretenir avec les experts et les exécutants des projets de la FAO; en outre la FAO entretient des conseillers /représentants dans quelque soixante pays en voie

de développement; ces hommes sont des agronomes expérimentés qui conseillent les gouvernements et qui aident à coordonner les projets agricoles locaux; d'une manière croissante, eux aussi fournissent maintenant des conseils et de l'aide aux membres d'ICP, y compris en facilitant des contacts entre les autorités gouvernementales et les personnalités financières et commerciales sur place".

Pour couronner le tout, ICP exploite habilement un statut juridique qui le place "sous l'autorité de l'Organisation" mais qui lui permet de fonctionner en grande partie de façon autonome grâce aux cotisations annuelles des firmes membres: avantage d'un statut officiel (locaux, ressources, représentation officielle), sans les "inconvénients d'une telle position (contrôle des organes directeurs, activité en harmonie exclusive de celle de la "maison-mère", entre autres).

Moralité? A la fin de l'année dernière, suite à une campagne d'information énergique menée par l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes (UITA) ("il est aberrant que l'agro-industrie, si elle

doit jouer un rôle de conseil dans la FAO n'en globe que les transnationales et exclue les autres entreprises, comme les coopératives ou les entreprises nationales; il est aberrant qu'ICP puisse exercer ses activités sans contrôle réel, ni des organes directeurs de la FAO, ni des organisations syndicales qui sont la meilleure garantie des critères sociaux dans la réalisation de nouveaux projets d'investissement; un organisme consultatif regroupant les forces économiques et sociales de l'agro-industrie devrait comprendre sur un pied d'égalité l'industrie et les organisations syndicales, cette règle étant en principe la norme dans le système des Nations Unies"), suite à une mise à jour de son activité donc, ICP doit quitter la FAO... Quelques mois plus tard — M. Schaffner et son lobby de multinationales suisses ayant été fort actives dans ce transfert — voilà ICP qui réapparaît dans le Programme des Nations Unies pour le développement... moyennant bien sûr un aménagement de ses statuts!

1)Voir, entre autres les bulletins de l'UITA Nos 4/1977 et 1-2/1978.

ANNEXE

Cent sociétés pour nourrir la moitié du globe

Faire l'inventaire des questions agro-alimentaires mondiales, c'est d'abord souligner le rôle prépondérant d'une centaine de géants multinationaux dans ce secteur: on prévoit que, dans un proche avenir, près de la moitié de la production mondiale sera prise en main par un peu moins de cent firmes agro-alimentaires. Quelques points de repères et quelques indications de tendances (1).

Pour l'alimentation, le numéro 1 mondial, c'est le groupe anglo-hollandais Unilever: en 1976, près de 15 milliards de chiffre d'affaires; des usines aux Etats-Unis et au Canada, mais aussi

en Europe (Italie, Royaume-Uni, France, Espagne, Danemark, Belgique, Autriche, Norvège, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Suisse, Portugal), en Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, Mexique, Vénézuela), en Afrique (Ghana, Kenya, Nigéria), en Asie (Pakistan, Inde, Hongkong, Japon) et en Australie. L'implantation mondiale du second classé, Nestlé, est moins dense, 47 pays "seulement". Les spécialistes estiment que dans deux ou trois ans quatre ou cinq firmes réalisentront un chiffre d'affaires annuel dépassant les cinq milliards de dollars et que dans sept ou huit ans, avec cinq ou six de leurs semblables, elles assureront un cinquième de la production alimentaire mondiale. Une telle concentration de pouvoir financier suppose également bien sûr un "mouvement planétaire des systèmes

SUITE ET FIN AU VERSO

Cent sociétés pour nourrir la moitié du globe

de consommation". Ce groupe dominant sera largement investi, comme aujourd'hui, par les Etats-Unis et le Royaume-Uni (actuellement, 48 firmes américaines réalisent près des deux tiers du chiffre d'affaires global dans ce secteur).

La plupart des "géants de l'alimentaire" sont diversifiés, en amont, ou en aval du secteur agro-alimentaire. Ce sont, en amont, pour ne

citer que deux ou trois exemples, les vastes domaines assurant la production, pour Castle and Cook, 100 000 hectares d'ananas dans les îles du Pacifique, les ranches gigantesques en possession multinationale au Brésil, les plantations d'Unilever en Afrique et en Asie (dès 1928, palmiers à huile et caoutchouc au Cameroun ; dès 1911, huile, cacao et thé au Congo ; dès 1956, palmiers à huile au Gabon ; dès 1936, palmiers à huile et caoutchouc au Nigéria où se développe également une intense production de bois ; etc.).

L'intégration vers l'amont permet d'assurer un approvisionnement régulier en matières premières ; la diversification vers l'aval vise à

un contrôle des débouchés. Des exemples ? Voyez les quelque 150 boulangeries industrielles et les 600 supermarchés répartis dans le monde entier, propriétés de Associated British Food (trente firmes du "groupe des cent" contrôlent des chaînes de restaurants) ; voyez l'acquisition, par Nestlé, de la Compagnie internationale des wagons-lits.

Si les investissements agro-alimentaires tentent de plus en plus des sociétés implantées dans d'autres secteurs (investissement d'une quarantaine de millions de livres sterling par Imperial Chemical Industries dans une nouvelle technique d'aliments protéinés pour les animaux à partir du méthanol, sous-produit du gaz naturel), les groupes alimentaires eux-mêmes ne se sont pas encore lancés vraiment dans des activités industrielles (2) (exceptions notables : Générale Alimentaire qui avait lancé le soutien-gorge Lou, ou les participations de Coca-Cola dans des firmes "antipollution") ; mais on est en droit de penser que l'étape sera franchie rapidement à l'image d'Unilever qui est en train de se lancer (via UAC International, instruments chirurgicaux, appareils de laboratoires, produits pharmaceutiques en Grande-Bretagne ; pièces de rechange pour motos et vélos en France ; automobiles au Ghana et au Nigéria ; etc.) dans des secteurs qui lui étaient totalement étrangers.

La terre nourricière

Europe (URSS non comprise)	
URSS	
Amérique du Nord et Amérique centrale	
Amérique du Sud	
Asie (Chine non comprise)	
Chine	
Afrique	
Océanie	
TOTAL MONDIAL	

Superficie totale	Terres arables et cultures arbustives	Prairies et pâturages permanents	Forêts	Autres terres
486920	143252	87281	148648	107653
2240220	232704	375100	920000	712416
2246440	289207	325975	729733	901525
1782980	100636	445235	928303	308806
1793658	346556	337368	446918	660822
959696	130000	212400	147700	469596
3031178	217578	793333	643651	1376616
795553	45814	467080	44788	237871
13392026	1507000	3044386	4052559	4787913

La superficie totale représente la superficie totale du pays, y compris les étendues d'eau intérieures.

Les terres arables (y compris les jachères) et les cultures arbustives comprennent les cultures en plein champ (les zones où l'on fait une double récolte ne sont comptées qu'une fois) les jachères temporaires, les prairies temporaires destinées au fauchage ou au pâturage, les jardins, les zones plantées d'arbres fruitiers, de vigne, de sous-arbrisseaux fruitiers, et des plantations de cotonniers.

Les prairies et pâturages permanents sont les terres où poussent des cultures fourragères herbacées, autres que les herbes et les trèfles intégrés dans un système de rotation. En ce qui concerne les données réelles qui tombent sous cette rubrique, "les prairies et pâturages permanents" demeurent mal définis en raison de l'imprécision de la ligne de démarcation entre cette catégorie et : a) les prairies temporaires, habituellement comprises dans les terres arables ; b) les pâturages (produisant du bois provenant de quelques arbres et arbrisseaux épargnés) qui sont souvent compris dans les forêts.

Les forêts et les bois comprennent toutes les terres pourvues de peuplements naturels ou artificiels d'arbres ayant une valeur actuelle ou potentielle. La question des savanes, des brousse-savanes du désert, des repousses et des terres mixtes soulève le même problème que pour les prairies et pâturages.

Autres terres: a) les terres inexploitées, mais potentiellement productives ; dans la plupart des cas, cette classification est faite selon des données propres aux différents gouvernements informateurs et on trouve dans cette catégorie aussi bien des terres en voie de défrichement que des terres, qui à l'avenir, seront peut-être utilisées pour l'agriculture ou les forêts ; b) les zones construites, les terrains vagues et autres surfaces occupées par des constructions, les routes ou chemins, les terres désertiques, les plans d'eau intérieurs et toutes autres terres non spécifiquement mentionnées.

Source : FAO, annuaire de la production 1975, vol. 29.

L'ENJEU

Même si les groupes dominants le secteur alimentaire sont encore des nains face aux géants des autres secteurs industriels (le numéro 1 des firmes alimentaires américaines n'est classé

1) Cf. "Comment mangerons-nous demain?" dossier "Economia" (juin 1977).

2) Jusqu'ici les entreprises agro-alimentaires avaient tendance à croître à l'intérieur même de leur secteur, par le biais d'acquisition de prises de contrôle d'autres entreprises (seul Nestlé jusqu'à présent, "a réalisé le tour de force de constituer une gamme de produits tellement diversifiés qu'il est possible de faire un repas complet uniquement avec des produits Nestlé").

qu'en vingt-deuxième position dans la liste des sociétés établie par "Fortune"), on conçoit l'importance d'un véritable "contre-pouvoir" alimentaire qui puisse favoriser le maintien de structures de production alimentaire autonomes dans le tiers monde : l'un des véritables enjeux de "l'infiltration" des multinationales dans les organisations des Nations-Unies est là.

BAGATELLES

Le nouveau président de la FOBB a travaillé pendant quelques années au secrétariat local de Bienne de ce syndicat. Il a parlé de ce temps à un rédacteur de "Biel-Bienne" et rappelé en particulier, un fameux week-end de votation des "gyms" de la Satus : "Nous nous rendimes aux urnes en file indienne, en tenue de gymnastique. Ce fut une démonstration comme je n'eus plus l'occasion d'en vivre une". Une idée à retenir pour lutter contre l'absentéisme ?

* * *

Résumé d'une enquête de Management Centre Europe sur les salaires des cadres en Europe. Elle est rapportée dans "L'expansion": le directeur d'usine français reste, comme l'an dernier, le mieux payé d'Europe; pour les autres postes (directeur général, directeur financier, directeur administratif, etc.) les salaires des cadres suisses arrivent en tête; les cadres dirigeants allemands sont généralement les plus jeunes.

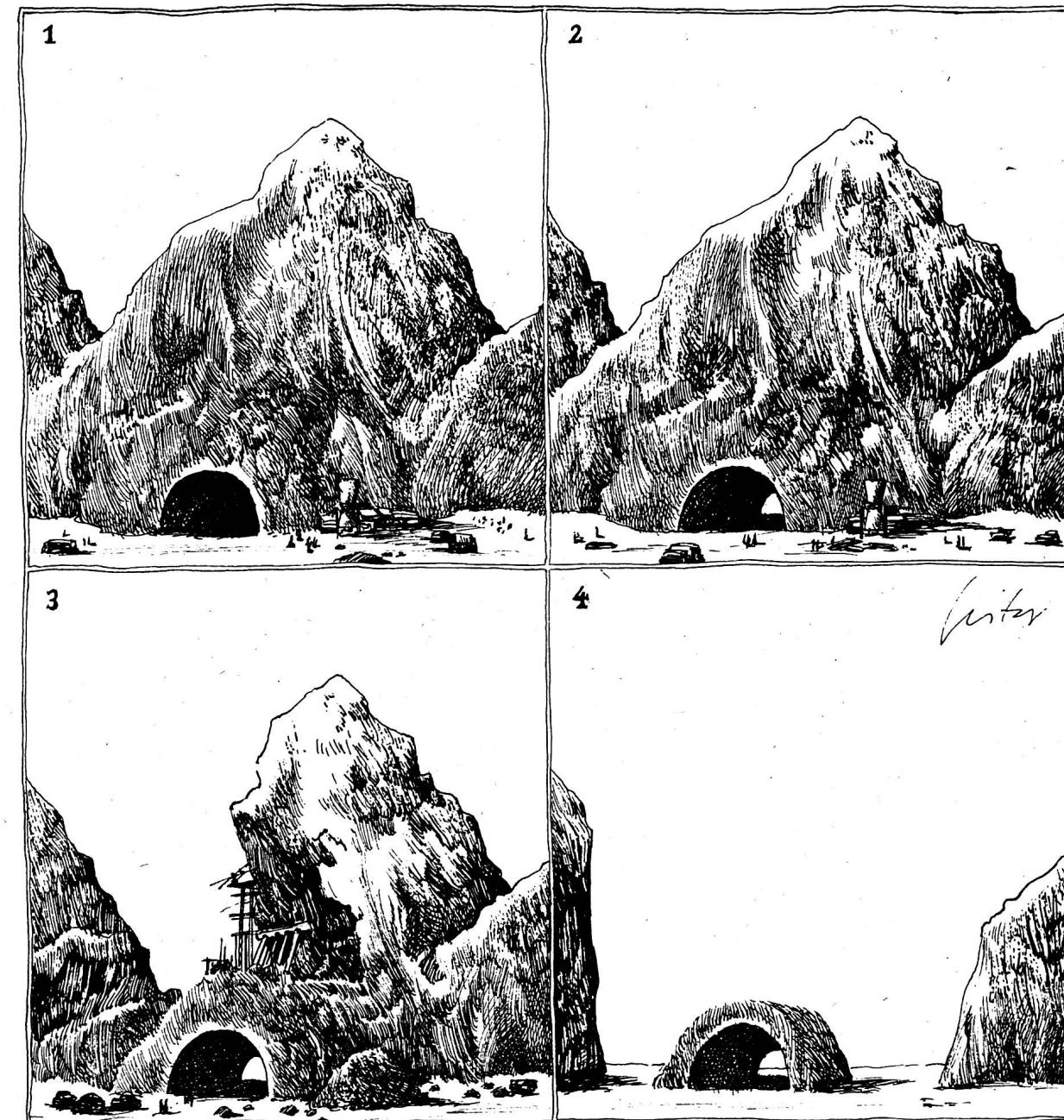
* * *

La sous-fédération Berne-Suisse occidentale de la Fédération des tireurs ouvriers comprend 24 sections dont trois en Suisse romande: Société de tir ouvrière de Fribourg, l'Avenir de Lausanne et l'Avenir d'Aigle.

* * *

Paul E. Erdman, ce banquier américain qui a fait la connaissance des prisons bâloises avant de devenir un auteur à succès de romans de fiction politique et financière prépare un nouveau livre consacré à des affaires de corruption de conglomérats multinationaux. Il ne fait pas de doute que l'édition originale américaine sera soigneusement lue par des gens qui n'ont pas l'habitude de se perdre dans des romans...

LE POINT DE VUE DE MARTIAL LEITER



Furka pendant le scandale, les travaux continuent.